ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 27 février 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 21 mai 1958 relatif à la collation de brevets, diplômes, certificats et licences dans la marine marchande, la pêche maritime et la navigation de plaisance", a donné le ler mars 1984 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e februari 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 mei 1958 betreffende de toekenning van de brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen in de koopvaardij, de zeevisserij en de pleziervaart", heeft de lste maart 1984 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'alinéa 1er doit être complété par les mots : ", modifiée par les lois du 27 mai 1969 et du 16 juin 1976;".

Dans l'alinéa 2, parmi les arrêtés qui ont modifié l'arrêté royal du 21 mai 1958 relatif à la collation de brevets, diplômes, certificats et licences dans la marine marchande, la pêche maritime et la navigation de plaisance, il faut supprimer la mention de l'arrêté royal du 3 août 1967. En effet, ce dernier arrêté est devenu sans objet à la suite de modifications ultérieures.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, la définition donnée du second à bord d'un bâtiment de pêche devrait reproduire celle qui figure dans l'article 3, b, de la Convention n° 125 concernant les brevets de capacité des pêcheurs, approuvée par la loi du 12 juin 1969.

Par ailleurs, il n'est pas exact que le jaugeage brut puisse être calculé "conformément aux dispositions de la loi ... du 12 juillet 1983", car cette loi charge le Roi de déterminer ce jaugeage.

.../...

Le texte suivant serait à la fois plus conforme aux usages légistiques et plus exact :

"Article 1er.-

A l'article 1er de l'arrêté royal du 21 mai 1958 relatif à la collation de brevets, diplômes, certificats et licences dans la marine marchande, la pêche maritime et la navigation de plaisance, sont apportées les modifications suivantes :

A) Le 3 est remplacé par la disposition suivante :

"3. bâtiments de plaisance : ... (la suite comme au 3° en projet).

B) L'article est complété par les dispositions suivantes :

"6. second à bord d'un bâtiment de pêche : toute personne chargée en second du commandement d'un bateau de pêche, y compris les personnes, autres que les pilotes, pouvant être à tout moment chargées d'assurer la navigation;

7. tonneau : le tonneau de jauge brute déterminée en vertu de la loi du 12 juillet 1983 sur le jaugeage des navires, sauf disposition contraire du présent arrêté".

Article 4.

Dans la phrase liminaire de cet article, il faut écrire ", modifié par" au lieu de ", complété par".

.../...

Dans l'article 16, alinéa 3, en projet, il conviendrait d'écrire :

- au 1°, alinéas 2, 3 et 4 :

"Les 24 mois de navigation à la pêche doivent comprendre au moins 6 mois de service de pont ou de service en qualité de motoriste à la pêche côtière ou de matelot-motoriste.

Pour le temps de navigation à compléter, les services en qualité de motoriste comptent pour la moitié de leur durée.

Pour le temps de navigation pour lequel la navigation à bord d'un bâtiment de pêche n'est pas exigée, la durée des services à bord de navires marchands et des services qui y sont assimilés en vertu de l'article 13, entre en ligne de compte";

- au 2° :

"après l'accomplissement du temps de navigation exigé au 1°, satisfaire à l'examen dont le programme est fixé à l'annexe X du présent arrêté";

- au 3° :

"être âgé de vingt et un ans accomplis; le candidat qui n'a pas atteint cet âge au moment où il satisfait aux conditions du 1°, peut néanmoins se présenter à l'examen visé au 2°, mais le brevet ...".

.../...

Article 5.

Dans l'article 17, alinéa 3, en projet, il faudrait écrire :

- au 1°, alinéas 2, 3 et 4 :

"Les 36 mois de navigation à la pêche doivent comprendre au moins 24 mois de service de pont.

Pour le temps de navigation à compléter, les services en qualité de matelot-motoriste ou de motoriste comptent pour la moitié de leur durée.

Pour le temps de navigation pour lequel la navigation à bord d'un bâtiment de pêche n'est pas exigée, la durée des services à bord de navires marchands et des services qui y sont assimilés en vertu de l'article 13 entre en ligne de compte";

- au 2° :

"après l'accomplissement du temps de navigation exigé au 1°, satisfaire à l'examen dont le programme est fixé à l'annexe XI du présent arrêté.

Peuvent toutefois être admis à participer à l'examen, les aspirants-patrons qui ne justifient que de 60 mois de navigation, s'ils ont passé à bord de bâtiments de pêche 30 mois au moins, dont 24 au moins de service de pont. A ceux qui ont satisfait à cet examen avant d'avoir atteint l'âge de vingt et un ans, le brevet de patron à la pêche n'est délivré que le jour où ils atteignent cet âge".

.../...

Article 7.

Dans le texte français, le mot "supprimé" doit être remplacé par "abrogé".

Article 8.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 8.-

Dans l'article 21ter, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 3 juin 1969 et modifié par l'arrêté royal du 28 mars 1974, les mots "l'article 29, § 2" sont remplacés par les mots "l'article 29, §§ 2 et 3".

Article 9.

Dans la phrase liminaire, il faut écrire ", modifié par l'arrêté royal du 14 mars 1967" au lieu de ", remplacé par l'arrêté royal du 14 mars 1967".

L'expression "conduire le moteur" est impropre en français. Elle devrait être remplacée par "assurer le service du moteur". La même observation vaut pour les articles 10 (28 nouveau), 11 (29 nouveau) et 12 (30 nouveau).

Article 12.

A l'article 30, alinéa 3, en projet, il va de soi que le texte devra être complété par la mention de la date avant laquelle le temps de navigation doit être acquis pour entrer en ligne de compte.

.../...

La même observation vaut pour l'alinéa 5.

Article 13.

L'article serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 13.-

Dans l'article 37, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juin 1965, la référence faite à l'article 27, 1°, est supprimée".

Article 14.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 14.-

A l'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1971, sont apportées les modifications suivantes :

A) Au 3°, les mots ... (la suite comme au projet).

B) Dans le 4°, les mots "de motoriste à la pêche côtière," sont insérés entre les mots "les examens" et les mots "de matelot-motoriste".

Article 15.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 15.-

Dans l'article 40, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 14 mars 1967, la référence à l'article 27, 2° et 3°, est remplacée par une référence à l'article 27".

Article 18.

Dans le texte français, il faut remplacer les mots "est supprimée" par les mots "est abrogée".

La même observation vaut pour l'article 20

Article 22.

Par souci d'uniformité, les mots "deuxième classe" doivent s'écrire "2e classe", comme dans l'ensemble de l'arrêté.

Les mots "du même arrêté" doivent être remplacés par "de l'arrêté royal du 21 mai 1958".

Article 23.

Pour le motif indiqué à propos de l'article 22, il faut écrire "de 1ère classe" au lieu de "de première classe".

L'arrêté royal du 21 mai 1958 ayant été cité à l'article 22, il suffit d'écrire "à l'article 18 du même arrêté".

.../...

Article 24.

Les mots "modifiés par les arrêtés royaux respectifs des 14 mars 1967 et 19 juin 1959," peuvent être omis. En effet, il n'est pas d'usage de faire mention des modifications subies par un texte auquel il est fait référence dans le dispositif d'une loi ou d'un arrêté.

Dans le texte français, il conviendrait d'écrire, comme partout ailleurs dans l'arrêté en projet, "120 cv" et non "120 ch.".

AANHEF.

Het eerste lid dient te worden aangevuld met de woorden : ", gewijzigd bij de wetten van 27 mei 1969 en 16 juni 1976;".

In het tweede lid dient onder de besluiten die het koninklijk besluit van 21 mei 1958 betreffende de toekenning van de brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen in de koopvaardij, de zeevisserij en de pleziervaart, hebben gewijzigd, de vermelding van het koninklijk besluit van 3 augustus 1967 te worden geschrapt. Dit besluit is immers onwerkzaam geworden ingevolge latere wijzigingen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Naar aan de Raad van State is verklaard zou de definitie van "stuurman aan boord van een vissersvaartuig", volgens de bedoeling van de Regering de definitie moeten overnemen die voorkomt in artikel 3, b, van het Verdrag nr 125 betreffende de bewijzen van bekwaamheid van vissers, goedgekeurd door de wet van 12 juni 1969.

Overigens is het niet juist dat de bruto-tonnenmaat kan worden vastgesteld "overeenkomstig de bepalingen van de wet ... van 12 juli 1983", want die wet gelast de Koning die tonnenmaat te bepalen.

De volgende tekst zou tegelijk juister zijn en meer in overeenstemming met hetgeen wetgevingtechnisch gebruikelijk is :

.../...

"Artikel 1.-

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 mei 1958 betreffende de toekenning van de brevetten, diploma's, certificaten en vergunningen in de koopvaardij, de zeevisserij en de pleziervaart, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) De tekst onder 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :
"3. pleziervaartuigen : ... (voorts zoals in de tekst onder het ontworpen 3°).

B) Het artikel wordt aangevuld met de volgende bepalingen :
"6. stuurman aan boord van een vissersvaartuig : ieder, die als plaatsvervanger is belast met het bevel over een vissersvaartuig, met inbegrip van personen die, geen loodsen zijnde, op ieder ogenblik op een zodanig schip belast kunnen worden met de navigatie;

7. ton : de bruto-tonnenmaat bepaald op grond van de wet van 12 juli 1983 op de scheepsmeting, behoudens andersluidende bepaling van dit besluit".

Artikel 4.

In de inleidende volzin van dit artikel schrijve men ", gewijzigd bij" in plaats van ", aangevuld bij".

In het ontworpen artikel 16, derde lid, behoort te worden geschreven :

- in de tekst onder 1°, tweede, derde en vierde lid :

"De 24 maanden vaart ter visserij moeten ten minste 6 maanden dienst aan dek of dienst als motorist ter kustvisserij of als matroos-motorist omvatten.

.../...

Voor de ontbrekende vaartijd telt de diensttijd als motorist voor de helft van zijn duur.

Voor de vaartijd waarvoor geen vaart aan boord van een vissersvaartuig is vereist, komt in aanmerking de duur van de diensttijd aan boord van koopvaardijschepen en van de diensttijd die daarmee op grond van artikel 13 is gelijkgesteld";

- in de tekst onder 2° :

"na het volbrengen van de sub 1° vereiste vaartijd, slagen voor het examen waarvan het programma is vastgesteld in de bijlage X van dit besluit";

- in de tekst onder 3° :

"volle eenentwintig jaar oud zijn; de kandidaat die deze leeftijd niet bereikt heeft op het ogenblik dat hij voldoet aan de voorwaarden sub 1°, mag zich niettemin aanmelden voor het sub 2° bedoelde examen, maar het brevet wordt hem eerst verleend wanneer hij ... ".

Artikel 5.

In het ontworpen artikel 17, derde lid, behoort te worden geschreven :

- in de tekst onder 1°, tweede, derde en vierde lid :

"De 36 maanden vaart ter visserij moeten ten minste 24 maanden dienst aan dek omvatten.

Voor de ontbrekende vaartijd telt de diensttijd als matroos-motorist of als motorist voor de helft van zijn duur.

.../...

Voor de vaartijd waarvoor geen vaart aan boord van een vissersvaartuig is vereist, komt in aanmerking de duur van de diensttijd aan boord van koopvaardijschepen en van de diensttijd die daarmee op grond van artikel 13 is gelijkgesteld";

- in de tekst onder 2° :

"na het volbrengen van de sub 1° vereiste vaartijd, slagen voor het examen waarvan het programma is vastgesteld in de bijlage XI van dit besluit".

Tot het examen kunnen evenwel worden toegelaten, de aspirant-schippers die slechts van 60 maanden vaartijd doen blijken, indien ze ten minste 30 maanden hebben doorgebracht aan boord van vissersvaartuigen, waarvan ten minste 24 maanden dienst aan dek. Aan diegenen die voor dit examen geslaagd zijn vóór hun eenentwintigste jaar, wordt het brevet van schipper ter visserij eerst afgegeven de dag waarop ze die leeftijd bereiken".

Artikel 7.

In de Franse tekst dient het woord "supprimé" te worden vervangen door het woord "abrogé".

Artikel 8.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 8.-

In artikel 21ter, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 juni 1969 en ge-

.../...

wijzigd bij het koninklijk besluit van 28 maart 1974, worden de woorden "artikel 29, § 2" vervangen door de woorden "artikel 29, §§ 2 en 3".

Artikel 9.

In de inleidende volzin schrijve men ", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 maart 1967" in plaats van ", vervangen bij het koninklijk besluit van 14 maart 1967".

In de Franse tekst is de uitdrukking "conduire le moteur" niet deugdelijk. Zij zou moeten worden vervangen door "assurer le service du moteur". Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 10 (nieuw artikel 28), 11 (nieuw artikel 29) en 12 (nieuw artikel 30).

Artikel 12.

In het ontworpen artikel 30, derde lid, zal vanzelfsprekend de datum moeten worden ingevuld vóór welke de vaartijd verworven moet zijn om in aanmerking te komen.

Dezelfde opmerking geldt voor het vijfde lid.

Artikel 13.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 13.-

In artikel 37, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1965, wordt de verwijzing naar artikel 27, 1°, geschrapt".

Artikel 14.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 14.-

In artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 juli 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) In de bepaling onder 3° worden de woorden ... (voorts zoals in het ontwerp).

B) In de bepaling onder 4° worden tussen de woorden "de examens" en de woorden "van matroos-motorist" de woorden "van motorist ter kustvisserij", ingevoegd.

Artikel 15.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 15.-

In artikel 40, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 maart 1967, wordt de verwijzing naar artikel 27, 2° en 3°, vervangen door een verwijzing naar artikel 27".

Artikel 18.

In de Franse tekst vervange men de woorden "est supprimée" door de woorden "est abrogée".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 20.

.../...

Artikel 22.

Ter wille van de eenvormigheid, schrijve men, zoals over het geheel van het besluit, "2e klasse" in plaats van "tweede klasse".

De woorden "van hetzelfde besluit" dienen te worden vervangen door de woorden "van het koninklijk besluit van 21 mei 1958".

Artikel 23.

Om de bij artikel 22 aangegeven reden schrijve men "1e klasse" in plaats van "eerste klasse".

Aangezien het koninklijk besluit van 21 mei 1958 reeds genoemd is in artikel 22, schrijve men gewoon : "in artikel 18 van hetzelfde besluit".

Artikel 24.

De woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten respectievelijk van 14 maart 1967 en 19 juni 1959", kunnen vervallen. Het is immers niet gebruikelijk de wijzigingen te vermelden die aangebracht zijn in een tekst waarnaar verwezen wordt in het bepalend gedeelte van een wet of van een besluit.

In de Franse tekst behoort, zoals overal elders, in het ontworpen besluit "120 cv" te worden geschreven, en niet "120 ch".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.